

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 188 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2988 - Prix : 1€

Milliardaires contre les taxes



Les amis de Macron
sont nos ennemis !

Page 4

D'une COP à l'autre :
trente années de
bavardage

Page 6

Mayotte : des centaines
de professeurs sans
salaires

Page 12

ÉDITORIAL

Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé !

La taxe Zucman, une taxation de 2 % du patrimoine pour les 1 800 personnes possédant plus de 100 millions, a été définitivement écartée par un vote à l'Assemblée.

Oh, cette taxe n'avait pas de quoi casser trois pattes à un canard, ni aux capitalistes ! Elle n'enlevait rien à leur pouvoir d'exploiter des millions de travailleurs. Ces 2 % de taxe n'auraient même pas fait dégonfler leurs immenses fortunes car celles-ci augmentent au rythme de 5 à 6 % par an, en moyenne. Cela donnait juste l'illusion d'un peu plus de justice sociale, et c'est pour cela que le PS l'a défendue, avant de l'abandonner pour d'autres marchandises avec Lecornu.

Mais cette taxation a fait bondir le ban et l'arrière ban de la bourgeoisie, qui a déclenché une intense campagne médiatique. « Spoliation ! », « Furie fiscale ! », « Expropriation ! », ont hurlé certains, comme si ces ultrariches allaient être jetés à la rue ou contraints de se nourrir aux Restos du cœur !

On pourrait en rire si ce n'était aussi révoltant. Car des millions de femmes et d'hommes ont vraiment du mal à se nourrir, à se loger, à se chauffer et à se soigner. Des centaines de milliers sont licenciés, privés de leur gagne-pain, chassés de chez eux parce qu'ils n'arrivent plus à faire face à leur loyer ou à leur crédit. Et ils sont bien obligés de régler leurs impôts, à commencer par la TVA de 20 %, payée sur la plupart des achats.

Bernard Arnault, qui a reçu en 2024 trois milliards de dividendes du groupe LVMH et les a placés dans sa holding financière pour qu'ils ne soient pas taxés, est intervenu en personne : cette taxe, qu'il dit conçue par « un militant d'extrême gauche », attesterait de la « volonté de mettre à terre l'économie française ».

Le gouvernement, les politiciens du centre et de droite, ainsi que Le Pen et Bardella se sont portés au secours « du pauvre et de l'orphelin ». Tous se sont opposés à la taxation « des biens professionnels ». Comme s'ils défendaient l'atelier de l'artisan, le four du boulanger ou la voiture du chauffeur VTC !

Dans un langage des plus imagés, Lecornu a déclaré que ce serait « tuer la vache », donc « abandonner toute forme de perspective d'avoir du lait, un jour ». Mais les plus riches du pays, les familles Arnault, Pinault, Hermès, Wertheimer qui possède Chanel, la famille Bettencourt-Meyers à la tête de L'Oréal, n'ont pas investi dans un troupeau de vaches ni dans des produits indispensables à la société mais dans l'art, le luxe et la cosmétique. Si nous avons du lait, nous le devons au travail des paysans et des ouvriers qui n'ont pas peur de se retrousser les manches et de mettre les pieds dans le fumier !

Les prétendus « biens professionnels » de ces 1 800 ultra-fortunés sont des actions qu'ils détiennent dans des groupes industriels et commerciaux, et ils n'ont souvent jamais mis les pieds dans les usines ou les entrepôts qu'ils possèdent.

Et c'est leur faire trop d'honneur que de les qualifier d'investisseurs. Ce sont des rentiers qui placent leurs capitaux là où ils espèrent toucher le gros lot. Ces dernières décennies, ils n'ont daigné investir que là où l'État les aidait et leur garantissait le jackpot.

Dernièrement, ils ont laissé l'entreprise Carmat, qui produisait des coeurs artificiels, faire faillite, faute de 350 millions d'euros. Nos prétendus investisseurs n'ont pas été intéressés par cette entreprise qui sauait des vies. Ils n'ont d'yeux que pour l'envolée des cours boursiers du secteur militaire et de l'intelligence artificielle !

Alors, ne laissons pas dire que la société repose sur eux, que la prospérité du pays dépend de leur prospérité et que nous ne vivons que grâce à eux ! C'est l'inverse. Ces ultrariches sont des assistés et des parasites de première classe, inutiles quand ils ne sont pas nuisibles.

Ces millions de capitaux, pour lesquels il faudrait les vénérer tels de nouveaux dieux intouchables, devraient être, depuis longtemps, propriété collective de tous les travailleurs car ils ont été sués par des générations d'ouvriers, de techniciens, d'employés, d'ingénieurs. Car nous produisons tout, y compris les capitaux dont ils se prévalent pour nous exploiter et nous commander !

Alors, quand nous serons en capacité de les faire reculer par nos luttes et qu'ils feront leur chantage habituel, il faudra pousser le bras de fer plus loin et leur dire : « Partez, nous gardons les usines, les entreprises, les banques et leurs capitaux que nous avons produits ! Partez, nous saurons investir dans ce qui est utile et nous ferons tourner la société à notre façon, c'est-à-dire pas pour les profits mais pour les besoins de tous ! »

Nathalie Arthaud

Taxe Zucman “light” : le PS ménage la stabilité... et les riches

Soucieux de préserver la stabilité gouvernementale sans donner l'impression de s'aligner totalement sur Lecornu, le PS a proposé d'inclure dans le budget 2026 une version allégée de la taxe Zucman. Ce serait, pour lui, une contrepartie acceptable pour sa non-censure du gouvernement. Cela n'aurait pas écorné la fortune des familles de la grande bourgeoisie, dont les 500 plus riches cumulent en 2025 un patrimoine de 1 130 milliards d'euros. Mais les grands capitalistes français avaient poussé des hauts cris, Bernard Arnault accusant Zucman d'être un militant d'extrême gauche voulant « mettre à terre l'économie française ».

Dans la version « light », le seuil de fortune imposable serait abaissé à 10 millions au lieu de 100 et le taux

augmenté à 3 % au lieu de 2% mais les entreprises dites innovantes et les entreprises familiales seraient exonérées. Le rendement fiscal ne serait plus que de 5 à 7 milliards d'euros au lieu de 20 milliards, ce qui n'empêche pas le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, de parler d'une « *mise à contribution sérieuse des très hauts revenus, des hauts patrimoines, des multinationales* » !

Le PS n'a pas plus pour objectif aujourd'hui qu'hier de faire payer les riches. Il veut seulement se distinguer un peu des macronistes et de la droite, tout en restant responsable vis-à-vis de la bourgeoisie, c'est-à-dire en participant à l'élaboration et au vote du budget et en permettant au gouvernement Lecornu de durer. Le-

cornu n'a même pas pris la peine de renvoyer l'ascenseur au PS, repoussant même la version light. Lecornu pense que le PS ne le fera pas tomber, tant les députés tiennent à leurs sièges qu'ils perdraient en cas de dissolution.

D'ici l'adoption définitive du budget, les rebondissements et tractations ne manqueront pas. D'autres faux-semblants fiscaux seront probablement encore vantés comme des gestes de justice, toujours sans toucher aux fortunes capitalistes. Les vrais efforts ne manqueront pas mais ils seront encore et toujours demandés aux classes populaires.

Budget : de l'argent pour l'hôpital, pas pour les Rafales !

Le chef d'état-major de l'armée française, Fabien Mandon, a réclamé encore plus de moyens pour l'armée devant une commission du Sénat. Il veut un réarmement rapide dans un délai de 3 à 4 ans, évoquant l'hypothèse d'une guerre contre la Russie.

Plus de munitions, plus de missiles et un entraînement plus intensif pour les troupes. Ce surplus coûterait 800 millions d'euros supplémentaires qu'il faut rajouter aux 2,4 milliards déjà prévus pour la reconstitution des stocks de munitions et de drones kamikazes.

Pas plus l'état-major que le gouvernement ne savent exactement contre quel ennemi ils se battront dans la guerre qui approche, mais ils s'y préparent et sont déjà prêts à y plonger toute la population, en dépensant sans compter. Et tant pis pour les hôpitaux et les services publics utiles à la population !



**PROCHAINES RENCONTRES AVEC
LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIERE**

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS

SAMEDI 22 NOVEMBRE de 9H30 à 12H00

SAMEDI 6 DÉCEMBRE de 9H30 à 12H00

SAMEDI 20 DÉCEMBRE de 9H30 à 12H00

Ruptures conventionnelles : nouveau durcissement en vue

Avec les nouvelles négociations sur l'assurance chômage qui ont débuté, le gouvernement veut s'en prendre aux travailleurs qui quittent leur travail par une rupture conventionnelle avec leur employeur.

Il veut allonger la période maxi-

male de carence pendant laquelle le salarié ne peut pas toucher d'indemnité de France Travail : elle pourrait désormais dépasser les 150 jours. Autant de milliers d'euros à déduire en réalité de son indemnité.

Derrière l'économie pour France

Travail, c'est toujours la même rengaine sur le fait que les chômeurs devraient être incités davantage à travailler. Alors qu'en réalité, les patrons se servent bien souvent du dispositif pour éviter de mettre en place des plans sociaux.

Elèves handicapés et privés d'AESH

L'inclusion, voilà un mot qu'aiment employer tous les ministres qui se sont succédé à la tête de l'Éducation nationale ces dernières années !

Mais des paroles aux actes, il y a un gouffre. Ainsi à La Réunion il manquait au 1er octobre, aux dires mêmes de l'académie, pas moins de 212 postes d'AESH. De ce fait, 1000 enfants handicapés sur 9000, se re-

trouvent sans accompagnants adaptés à leur handicap dans les écoles, avec toutes les conséquences que l'on peu imaginer pour ces élèves : désorientation, sentiment d'abandon et difficultés à assimiler les connaissances.

Les AESH en poste paient eux aussi cette pénurie de personnel. Ainsi il n'est pas rare de voir un ou deux AESH obligés de s'occuper de 5 à 6 enfants, parfois sur plusieurs établissements, alors que chaque enfant

handicapé devrait avoir droit à un AESH dédié.

Chaque année le problème se repose. Mais en ce début d'année scolaire des parents d'élèves handicapés ont décidé de passer aux actes pour que justice soit rendue à leurs enfants. Ils ont entamé un recours juridique devant le tribunal administratif qui a 15 jours pour trouver un AESH à leur enfant.

Laboratoires pharmaceutiques : requins aux appétits insatiables

Deux géants du médicament, l'américain Pfizer et le danois Novo Nordisk se battent à coup de milliards de dollars pour acheter l'entreprise de biotech Metsera, qui développe des médicaments contre l'obésité. Ce rachat pourrait atteindre la somme astronomique de 10 milliards de dollars, somme qui permettrait de soigner près d'un

million de patients atteints de la tuberculose

Mais les besoins des malades comptent bien peu dans les calculs des Bigpharma. Ce qu'ils voient avant tout, ce sont les profits qu'ils vont pouvoir engranger dans le futur.



Les amis de Macron sont nos ennemis !

Macron qui essaie de surnager au milieu du foutoir politique qu'il a mis en France en dissolvant l'assemblée nationale en 2024, se raccroche comme il peut en jouant les inutilités dans les conflits internationaux, en Palestine ou en Ukraine.

Sa dernière apparition nationale l'a été pour les « Assises de l'économie de la Mer ».

Y prenant la parole devant un parterre d'armateurs français, il a déclaré : « On ne rend pas un pays plus

heureux quand on empêche ses champions d'aller conquérir de nouveaux marchés ».

Il faisait ainsi contre-feux aux projets des partis de gauche d'augmenter les prélèvements sur les multinationales et de supprimer la réduction fiscale dont bénéficient les armateurs français. Amendements qui ont tous été rejetés par le parlement...

Le discours de Macron a été reçu cinq sur cinq par le patron de la CMA CGM qui lui a promis d'augmenter de quelques pourcentages le

nombre de ses navires battant pavillon français. En attendant seuls 5 % de ses navires le sont !

Les amis de Macron, le patron de la CMA CGM, Rodolphe Saadé, celui qui a multiplié par cinq le prix de ses containers pendant l'épidémie de Covid 19 contribuant à l'envolée des prix, comme le président des armateurs de France, Edouard Louis Dreyfus, sont des ennemis des travailleurs. Ce sont les responsables de leurs malheurs.

RN : pas touche aux riches, même sur le papier

Alors que le cirque parlementaire bat son plein, le Rassemblement national a délivré, jeudi 23 octobre, un projet de contre-budget à celui de Lecornu II.

Sans surprise, le RN rejette avec horreur l'idée même de prendre sur les richesses des capitalistes. Il repousse de son contre-projet le doublement de la taxe exceptionnelle sur le transport maritime qui vise exclusivement CMA CGM et son patron milliardaire Rodolphe Saadé. De même, toute remise en cause, et même tout contrôle du « pacte Dutreil » a été écarté par le RN. Adopté en 2003 sous Chirac sous prétexte

d'aider les petites entreprises, cet allègement fiscal sur la transmission aide surtout les plus grosses à garder des milliards dans le giron de familles tout à fait bourgeoises. En revanche il promet des baisses d'impôts aux plus riches : la cotisation foncière des entreprises allant aux collectivités locales serait supprimée ainsi que la cotisation des entreprises sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Le RN parle aussi de réduire les dépenses de l'État, en réduisant le nombre de fonctionnaires dans les services utiles à la population.

Ce discours ressemble comme deux gouttes d'eau à celui des autres

partis bourgeois. Pour cacher comme il peut cette réalité, le RN agite l'idée de réaliser des milliards d'économies en diminuant ce qui serait versé à l'Union européenne et en s'attaquant aux travailleurs immigrés ainsi qu'aux associations. Mais derrière cet écran de fumée, le message de Le Pen et Bardella est clair comme de l'eau de roche : il faut que les intéressés sachent que jamais, au grand jamais, ils ne s'en prendront aux grandes fortunes, même si les impôts n'ont jamais étranglé aucun résident de la villa Montmorency si chère à Sarkozy.

“Menace russe” : un général en campagne

Auditonné le 22 octobre à l'Assemblée nationale, le général Mandon, nouveau chef d'état-major des armées, a déclaré : « l'armée française doit être prête à un choc avec la Russie dans trois ou quatre ans ».

Ce général venait s'assurer que les députés ne raboteraient pas la hausse de 6,7 milliards d'euros promise pour le budget 2026 de l'armée, alors qu'ils taillent dans les budgets les plus utiles à la population. Il peut être rassuré : alors que les divers groupes parlementaires se disputent pour savoir de quel montant il faut amputer le budget de la Santé ou des collectivités, ils sont tous d'accord, LFI et RN inclus, pour augmenter de 13 % le budget militaire, porté au total à 57 milliards.

Pour justifier ces augmentations, le précédent chef d'état-major, Thierry Burkhard, répétait qu'il fallait « gagner la guerre avant la guerre », ce qui signifiait que « les armées doivent montrer leurs forces et leur aptitude à s'engager dans un affrontement de haute intensité ». Il désignait, lui aussi, la Russie comme l'ennemi principal.

La menace russe n'a pas plus de réalité aujourd'hui qu'il y a six mois. Si les généraux et les experts des pla-



teaux de télévision brandissent en permanence cette menace russe, c'est pour justifier la hausse des dépenses militaires et pour mettre la population en condition.

Car si la menace russe est mise en scène, la marche vers une guerre « de haute intensité », c'est-à-dire pouvant engager des centaines de milliers de soldats, est bien en route. S'ils ne savent pas qui seront les belligérants, tous les états-majors des pays occidentaux s'y préparent. Ils ont besoin d'armes et de troupes. Dans de nombreux pays, les dirigeants dis-

cutent des voies et des moyens de disposer de réserves de soldats formés et prêts à aller se faire tuer ou mutiler. Le service militaire systématique étant estimé trop coûteux, difficile à gérer et pas très efficace, ils cherchent d'autres solutions. En France, les galonnés voudraient pouvoir disposer en 2035 de 105 000 réservistes contre 45 000 à ce jour.

Pousser la jeunesse vers l'armée, lui enfoncer dans la tête l'idée qu'elle devra se sacrifier pour la patrie, voilà ce qui se cache derrière la campagne sur la menace russe.

D'une COP à l'autre : trente années de bavardage

La COP 30, trentième édition de la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques, se tiendra à Belém, au Brésil à partir du 10 novembre. Ce sera un événement médiatique mondial sans doute, mais dont plus grand monde n'attend quoi que ce soit. Pourtant la planète brûle.

L'an dernier, sur la base des prévisions d'émissions de carbone données par chaque État, la Conférence avait estimé que le réchauffement climatique pourrait atteindre 2,8°C en 2100. Mais cette année, seuls 64 pays ont donné leurs prévisions, empêchant tout calcul fiable. Ce réchauffement menace l'avenir de bien des peuples, mais le combattre est passé de mode : les gouvernements, qui ferment les frontières, augmentent les budgets militaires, organisent le repli protectionniste, ne font même plus semblant d'avoir des préoccupations écologiques.

Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, comme les partici-

pants s'y étaient engagés en 2015 lors de l'Accord de Paris, il aurait fallu que les rejets carbonés mondiaux baissent de 60 % entre 2019 et 2035. On est loin du compte. Selon un rapport de l'Organisation météorologique mondiale, la concentration moyenne des gaz responsables du réchauffement a même atteint des niveaux record en 2024, enregistrant la plus forte hausse depuis le début des mesures modernes, en 1957. Et ce n'est pas fini. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait pourtant averti que, à partir de 2021, il ne resterait plus de place pour de nouveaux projets d'extraction fossile si on voulait limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. Depuis 2021 il y en a eu 2 300 de plus ! Comme un symbole, le 20 octobre, trois semaines avant l'ouverture de la Conférence à Belém, la compagnie publique brésilienne Petrobras a reçu l'autorisation de forer un puits d'exploration pétrolière à 500 kilomètres de l'embouchure de l'Amazone. De son côté, au Mozambique, TotalEnergies vient

d'annoncer la reprise de son gigantesque projet à 20 milliards de dollars d'investissement, gelé en 2021 après une attaque terroriste ayant fait 1 200 victimes.

Cette course aux investissements est celle de l'ensemble d'une économie capitaliste droguée au pétrole. Derrière les compagnies, les banques, malgré leurs discours, continuent d'investir dans le secteur.

Alors que la lutte contre le réchauffement climatique nécessiterait de toute urgence un plan d'ensemble, planétaire, pour répartir les ressources, développer les énergies les moins polluantes le plus rationnellement possible, les trusts se battent pour mettre la main sur toutes les ressources afin de produire tant que cela rapporte. Pas étonnant que les COP ne laissent derrière elles que des discours jamais suivis de faits. Ce cirque diplomatique masque une réalité implacable : le capitalisme fait brûler la planète.

Tesla : la folie du capitalisme

Les actionnaires de Tesla ont voté une rémunération record pour Elon Musk. L'homme le plus riche du monde pourrait toucher jusqu'à 1 000 milliards de dollars en cinq ans. Ce montant stratosphérique reflète la progression en bourse de Tesla, qui vaut aujourd'hui 1 400 milliards de dollars, alors même que les ventes de voitures électriques sont à la peine.

Mais Tesla, comme d'autres entreprises liées au secteur de l'intelligence artificielle, fait partie de la folie spéculative du capitalisme : les investisseurs s'emballent pour ce qui promet de rapporter le plus quitte à créer une bulle spéculative et un prochain krach.



Grands patrons : ils pleurent la bouche pleine

Trois cents patrons, chefs d'entreprises et représentants de syndicats patronaux ont signé une tribune pour se plaindre de la « folie fiscale » qui pèserait sur leurs épaules. Ils osent même évoquer une « épée de Damoclès » qui les empêcherait d'investir et de recruter. Ils omettent évidemment d'évoquer les 210 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises.

Ce qui pèse réellement sur les épaules des travailleurs, c'est le poids du profit accapré par cette minorité. Ces patrons veulent pouvoir exploiter sans frein, en engageant toute la société dans leur course à la productivité, dans leurs guerres commerciales, quand ce n'est pas leurs guerres tout court. Une telle société est condamnée, les pleurs de la bourgeoisie n'y changeront rien.



Le ministre et le prisonnier

Gérald Darmanin, ministre de la Justice, a rendu visite mercredi 29 octobre au tout nouveau détenu de la prison de la Santé, Nicolas Sarkozy, « pour regarder les conditions de détention d'un ancien président », a-t-il déclaré sans rire. Darmanin a même cité un article de loi qui précise que « le service public pénitentiaire est assuré par le garde des Sceaux », c'est-à-dire lui-même, avant de conclure : « Je fais mon travail de ministre. »

Les 85 000 prisonniers actuellement entassés dans les prisons françaises, pour 62 000 places, n'ont donc plus qu'à attendre la visite du

ministre en personne. Quant aux conditions de vie du prisonnier Sarkozy, Darmanin a sans doute été rassuré de voir qu'il disposait d'une cellule de 10 m² pour lui seul, quand 1 830 personnes dorment chaque nuit sur des matelas au sol en prison. C'est d'ailleurs le cas d'une centaine de codétenus de Sarkozy à la Santé, mais ce dernier ne les croisera jamais. Ses deux voisins devraient s'en assurer : ceux qui occupent la cellule d'à côté sont là en tant que gardes du corps.



DANS LES ENTREPRISES

Chez Régal des Îles, c'est pas le régal !

L'ancien maire Jean-Claude Fruteau avait accordé la gestion de la cuisine centrale de Saint-Benoît à la famille Moutoussamy, possédant l'entreprise Régal des Îles, choix confirmé par le nouveau maire Patrice Selly.

Depuis les travailleurs n'ont pas cessé de subir les menaces, les

sanctions, les burn-out, la dégradation des conditions de travail jusqu'au licenciement abusif.

Ce patron, qui a mis la main sur un bon fromage avec la complicité des élus que ces méthodes puantes ne dérangent pas, se vante sans honte de sa "bonne gestion".

Il n'aura que ce qu'il mérite le jour où ceux qui font tourner la boutique se mettront en colère pour lui imposer le respect !

Soliha : 18 salariés licenciés avec la complicité de l'État

Le tribunal judiciaire de Saint-Denis vient d'accorder à Soliha, opérateur chargé de l'amélioration de l'habitat à La Réunion, le renouvellement de sa période d'observation après que cette structure se soit vue placée en redressement en janvier 2025.

Soliha avait cumulé deux millions d'euros de passif et accumulait des retards de travaux attendus depuis des années par des personnes en situation de handicap et ne disposant pas des moyens financiers pour améliorer et aménager leur habitat.

Les salariés excédés par la mau-

vaise gestion de leur directeur avaient fait grève à plusieurs reprises pour obtenir que le directeur soit éloigné de sa fonction et des moyens financiers et humains permettant de remplir leur mission auprès des demandeurs.

Le directeur a été déplacé sur un autre poste, mais Soliha a prétendu que pour rétablir la santé financière de l'entreprise, des licenciements – 18 sur un effectif de 35 – étaient nécessaires.

Le tribunal judiciaire ainsi que la DEETS viennent de lui donner raison en autorisant ces 18 licenciements,

dont 11 élus du personnel et anciens grévistes et dont certains cumulaient 40 années d'ancienneté ! Quant à l'ancien directeur, un temps écarté, il a retrouvé le poste qu'il avait dû quitter.

Et la direction de Soliha a osé déclarer à l'intention de ceux qui venaient de perdre leur emploi : « Nous exprimons notre solidarité envers le personnel licencié suite au redressement judiciaire et remercions les salariés pour leur engagement ». Quel cynisme ! Quel mépris !

Usine de Bois Rouge : la panne au programme de Tereos

Mercredi 29, une nouvelle panne est survenue à l'usine sucrière de Bois Rouge causant l'arrêt pour quelques heures de l'usine et de la réception des cannes.

À Bois Rouge, il y a régulièrement des arrêts ou des ralentissements qui sont entièrement de la responsabilité de Tereos car dus à un manque d'entretien voire à des machines obsolètes.

Tereos n'a que faire des petits planteurs ne pouvant livrer leurs cannes ou des travailleurs contraints de recourir à la grève pour défendre leurs revendications.

DANS LE MONDE

UKRAINE ET RUSSIE

La guerre, une aubaine pour certains

Trump se dit exaspéré des « *discussions pour rien* » avec Poutine. Il a donc reporté, sinon annulé, leur rencontre prévue à Budapest en novembre. Souffler alternativement, voire simultanément, le chaud et le froid fait partie de la construction du rapport de forces. Les camps en présence appellent cela la diplomatie mais, sur le terrain, l'hécatombe se poursuit, fauchant toujours plus de vies des deux côtés.

De l'autre côté, la Maison-Blanche vient de refuser à Zelensky les missiles à longue portée Tomahawk qu'elle lui avait laissé espérer il y a un mois, et Trump lui a répété qu'il devra céder des territoires à Moscou. Alors, Zelensky s'est tourné vers ses soutiens de la « coalition des volontaires », celle des pays d'Europe, qui lui ont promis un nouveau prêt pour qu'il achète leurs armes. Mais, ont aussi déclaré les dirigeants européens et Zelensky : « *Nous soutenons fermement la position du président Trump [sur la] cessation immédiate des combats et [sur le fait] que la ligne de contact actuelle* », celle du front donc, « *doit servir de base pour des négociations.* »

En clair, les pays européens suivront ce que Trump décidera, y compris quant à certaines revendications territoriales russes, tout en armant l'Ukraine jusqu'aux dents.



En Ukraine, le Conseil des ministres a décidé d'augmenter de 203 hrivnas (4,18 euros) le montant minimum des retraites pour montrer que « l'État prend soin de vous ». Or, plus de la moitié des retraités ont moins de 5 000 hrivnas (102,99 euros) par mois pour vivre !

En revanche, la cuvée 2025 des milliardaires de ce pays se présente bien. Premier et de loin, Rinat Akhmetov, 390e fortune mondiale, dispose de près de 8 milliards de dollars. Cette situation souriante vaut pour ses suivants immédiats : comme Viktor Pintchouk, qui dispose de 3,2 milliards ; Petro Porochenko, le « roi du chocolat » et prédécesseur de Zelensky à la présidence du pays ; ou encore A. Verevsky, V. Novinsky et K. Jevago...

Côté russe, *Forbes* relève que le nombre des oligarques bat tous les records cette année : en 2025, ils sont 146, contre 125 il y a un an, 110 en 2023, etc. Leur fortune cumulée atteint 625 milliards de dollars, soit une fois et demie le montant du budget dont dispose le Kremlin.

Zelensky et Poutine gouvernent chacun au profit des nantis de leur régime. Et ils n'ont guère à redouter que ces milliardaires, engrangés par les commandes militaires, les trafics que la guerre fait fleurir et le pillage du budget, poussent les sommets dirigeants, en Russie ou en Ukraine, à signer un accord de paix : ces parasites ont trop à gagner à la guerre, et à sa poursuite. Comme, ne l'oubliions pas, nombre de financiers et d'industriels européens et américains.

70 milliards de profits, 14 000 licenciements chez Amazon

Amazon, première entreprise mondiale de distribution de colis, a commencé à licencier 14 000 employés administratifs sur les 350 000 qu'elle emploie. L'annonce a aussitôt fait monter le cours de son action à la Bourse de New York.

Le groupe, qui emploie au total 1,5 million de salariés dans le monde, la plupart aux États-Unis, n'est évidemment pas en difficulté. Son chiffre d'affaires, 670 milliards de dollars en 2024, augmente continûment, ainsi que ses bénéfices, 70 milliards l'an passé. Sa valeur en Bourse a doublé en deux ans pour atteindre le record de presque 3 000 milliards dont 215 détenus par le seul Jeff Bezos. La seule préoccupation de ce dernier semble être désormais de dilapider sa fortune de façon plus spectaculaire et plus outrageuse encore que le regretté Néron.

Amazon veut doubler le nombre de colis traités sans augmenter le nombre de ceux qui travaillent dans ses entrepôts. Elle compte pour cela sur l'intelligence artificielle et une automatisation de plus en plus poussée. La vague de licenciements en cours est un signal donné en ce sens, en direction du personnel comme des marchés financiers.

La fortune d'Amazon, donc celles de Bezos et des autres détenteurs de paquets d'action, sort du travail des prolétaires, chinois en particulier, qui fabriquent les marchandises que le groupe commercialise. Elle vient aussi de l'exploitation féroce des livreurs et des travailleurs des entrepôts du groupe. Les salaires de ces derniers sont si bas que, dans plusieurs États américains, ils ont droit aux bons de nourriture distribués aux nécessiteux. Et, lorsque cela ne suffit pas, Amazon n'hésite pas à jeter de-

hors des travailleurs par dizaines de milliers, augmentant ainsi la pression sur tous les autres.

Le « capitalisme de demain », basé sur les algorithmes et la nouvelle économie, ressemble comme deux gouttes d'eau à celui d'hier, fondé sur l'exploitation sans fard et la violence patronale.



OTAN

Les profiteurs de guerre

Plusieurs enquêtes internationales visent actuellement des employés et anciens employés de la NSPA, l'agence de l'OTAN chargée des achats communs en matière d'armement : carburants, munitions, drones, etc.

D'après les investigations de plusieurs journalistes, certains de ces employés auraient touché des centaines de milliers d'euros pour favoriser tel ou tel fournisseur, dans des contrats atteignant des centaines de millions d'euros.

La NSPA a vu son activité exploser depuis 2014. L'augmentation des budgets militaires s'est traduite pour elle par 10 milliards d'euros de contrats annuels depuis 2023. Autour de cette manne gravitent d'anciens militaires devenus consultants, des

sociétés écrans et tout un petit monde d'intermédiaires qui se partagent les miettes d'un secteur où affluent les milliards d'argent public. Et s'il peut y avoir corruption, c'est d'abord que des fortunes sont en jeu. L'argent public passe dans les poches des marchands de canons, des pétroliers et de leurs parasites. Derrière les grands discours sur la nécessité de se réarmer dans un monde dangereux, il y a une réalité sonnante et trébuchante, faite des profits colossaux des grands groupes, notamment de l'armement, et des pourboires qu'ils laissent, que cela soit considéré comme de la corruption ou non.

Pour tous ceux qui en bénéficient, le secteur militaire est un marché comme un autre. Si écouter leurs engins de mort se fait au prix de nouvelles coupes dans la santé, les écoles

ou les retraites, ce n'est pas leur problème, et pas davantage si ce commerce s'alimente de la mort de centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes. Et si ces affaires nourrissent la marche vers la guerre généralisée, peu importe tant que c'est, pour eux, une occasion de profits supplémentaires.



Coupes budgétaires criminelles

Suite à la diminution des contributions de plusieurs pays, le budget de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, est en forte baisse, avec des conséquences dramatiques dans les pays les plus pauvres.

Si, en janvier, Donald Trump a bruyamment annoncé le retrait des États-Unis de l'OMS, alors qu'ils étaient le premier contributeur à son budget, plusieurs autres États font de même plus discrètement, notamment pour financer leurs dépenses militaires croissantes. Ainsi, le budget consacré aux urgences sanitaires a diminué de 40 % entre 2024 et 2025.

L'OMS annonce qu'elle va devoir choisir à qui elle fournira son aide parmi les 300 millions de personnes dans le monde qui en ont besoin en urgence, qu'elle devra se concentrer sur les situations les plus critiques. En conséquence, plus de 5 600 établissements de santé ont déjà dû réduire leurs activités, et plus de 2 000 ont fermé, ce qui a restreint l'accès aux soins de 53 millions de personnes.

L'organisation s'inquiète en particulier pour les populations des pays les plus pauvres, comme la République démocratique du Congo, qui subit une nouvelle épidémie du virus Ébola, le Soudan, ou Haïti, où une

grande partie de la population ne peut accéder à quelques soins de santé que grâce à l'aide de l'OMS ou d'organisations humanitaires.

Les moyens consacrés à la santé de la population mondiale sont une variable d'ajustement pour les dirigeants de ce monde, qui peuvent les interrompre à tout moment. Même la pandémie de Covid, qui a rappelé à toute la planète que les virus ne s'arrêtent pas aux frontières, ne les a pas amenés à se préoccuper un minimum de l'accès des populations aux vaccins et aux soins. Voilà qui montre à quel point ce système est malade.

CÔTE D'IVOIRE

Continuité au service de l'impérialisme

En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a été élu pour un quatrième mandat à la présidence de la République. Il pourra ainsi continuer à servir les intérêts de l'impérialisme français et des classes aisées ivoiriennes.

Cette victoire a été acquise d'autant plus facilement que Ouattara avait pris soin d'éliminer au préalable ses principaux concurrents du scrutin. Ceux-ci, Laurent Gbagbo, Tidjane Tiam, Guillaume Soro, n'ont pas manqué de se plaindre du manque de démocratie. Mais quand eux-mêmes étaient au pouvoir, comme président de la République, Premier ministre ou ministre, ils ont tous mené la même politique, faite de complaisance envers les intérêts des capitalistes français ou ivoiriens et de brutalité envers les classes populaires.

À Abidjan, la capitale économique du pays, les quartiers populaires sont systématiquement démolis pour faire place à des immeubles destinés aux classes aisées. Lors de

ces « déguerpissements », les habitants voient arriver à l'aube les bulldozers encadrés par les forces de répression, et n'ont qu'un bref répit pour embarquer leurs affaires et se réfugier chez des amis ou parfois simplement dans la forêt. L'exploitation n'a pas de limite. Et quand les travailleurs revendiquent, s'opposent aux bas salaires et aux heures de travail interminables, on leur envoie les forces de répression.

Cette exploitation des classes pauvres, les trusts français en profitent largement. Leur influence n'a fait que croître depuis le premier mandat de Ouattara. On compte aujourd'hui 1 000 entreprises françaises implantées en Côte d'Ivoire contre seulement 600 en 2011. Auchan, Carrefour, Decathlon sont omniprésents. Bouygues construit le métro d'Abidjan aux côtés d'Alstom et de Keolis. Le tapis rouge est déployé pour les trusts français. C'est en quelque sorte un retour d'ascenseur de la part de Ouattara, qui doit son accession au pouvoir en 2011 à l'intervention de l'armée française

dont les hélicoptères avaient bombardé pendant plusieurs nuits le palais présidentiel où s'était réfugié son rival Gbagbo, à l'issue d'une guerre civile qui avait coupé le pays en deux et fait des milliers de morts dans la population civile.

À l'issue de ces élections, c'est toujours le même président, mais surtout toujours la même dictature contre les pauvres.



Simulacre d'élection

Paul Biya a été réélu le 26 octobre président de la République du Cameroun pour un huitième mandat. Un tel dictateur n'organise pas des élections pour les perdre.

Alors que les premiers résultats semblaient donner vainqueur son principal adversaire Issa Tchiroma Bakary, Biya a finalement été proclamé vainqueur par le chef du Conseil constitutionnel qu'il avait nommé. Des manifestations ont aussitôt enflammé les principales villes du pays et l'intervention des forces de répression s'est soldée par au moins une dizaine de morts.

Paul Biya est le plus ancien des dictateurs africains mis en place par

la France. Il avait succédé en 1982 à Ahmadou Ahidjo, qui avait été, avec l'aide de l'armée française, l'organisateur de la sanglante répression menée contre l'Union des populations du Cameroun (UPC), le mouvement populaire qui tentait d'imposer une véritable indépendance par rapport à l'impérialisme français. C'est à ce prix que le Cameroun est resté dans l'orbite de la France, et pendant ses 42 ans de règne, Biya ne s'est pas écarté de cette ligne. Tout au plus d'autres intérêts, américains et chinois en particulier, ont-ils pris pied dans le pays.

Paul Biya fait aujourd'hui figure de véritable dinosaure. Les Camerounais ne le voient presque jamais et il vit la plupart du temps à Genève, où

il réside à l'hôtel Intercontinental. Dans le pays, son clan assure la pérennité du système avec l'aide de la hiérarchie militaire. Sans doute les pays impérialistes, dont les ambassadeurs se sont abstenus de paraître à la cérémonie de proclamation des résultats, préféreraient-ils quelqu'un de plus reluisant, mais son opposant n'est guère plus présentable. Issa Tchiroma Bakary fut plusieurs fois ministre, et à ce titre il est complice des détournements de fonds publics et des crimes de Biya.

Pour la classe ouvrière camerounaise, pour celles et ceux qui manifestent aujourd'hui, il n'y a clairement rien à attendre de tous ces prédateurs.

MASSACRES AU SOUDAN

L'implication des Emirats arabes unis et la « responsabilité collective » des Occidentaux

Au Soudan, une guerre oppose depuis des années les forces armées gouvernementales à un général dissident, surnommé Hemmeti, commandant des troupes rebelles appelées Forces de Soutien Rapides (FSR) recrutées parmi les populations musulmanes du pays.

Celles-ci viennent de prendre le contrôle de la principale ville de l'ouest du pays, El Fasher, dans la région du Darfour après un siège de dix huit mois. Cette ville comptait autrefois 1,5 million d'habitants. Elle n'en a plus que 200 000. Ses habitants ayant fui les combats comme ils pouvaient pour tenter de se réfugier dans un des multiples camps de réfugiés qui ont surgi partout dans le pays.

Les FSR sont accusés par ailleurs d'utiliser les viols massifs de femmes, les massacres et la torture des populations pour imposer leur pouvoir.

Pour mener cette guerre ils

disposent d'un armement conséquent qu'ils ont récupéré comme tant d'autres mouvements islamistes auprès des groupes armés libyens, mais aussi d'Abou Dhabi, un des Émirats Arabes Unis, que le général Hemetti pourvoit largement en or.

Les dirigeants européens, ne pouvant cacher les massacres qui se commettent au Soudan, ont fait part de leur indignation alors qu'elles avaient connaissance depuis des mois de l'acheminement régulier d'armes lourdes à destination des FSR depuis Abou Dhabi.

En mai dernier, l'Union Européenne établissait un accord de libre échange avec les Émirats visant à lui fournir « les matières premières critiques essentielles à la souveraineté industrielle européenne ».

Voilà pourquoi la vie de millions de pauvres soudanais pèsent si peu aux yeux des bourgeoisies européennes pour qui les profits comptent

plus que tout !



Les majors du pétrole veulent faire payer à la population le retard de leur méga chantier gazier

Total ainsi que d'autres majors du pétrole tels que l'américain Exxon Mobil salivaient déjà de plaisir à l'idée d'encaisser de nouveaux milliards de profits en exploitant la méga réserve de gaz naturel découverte au large des côtes nord du Mozambique.

Las ! Une attaque jihadiste, faisant des centaines de morts parmi les habitants de la région côtière proche du gisement gazier, a obligé le chantier à s'arrêter pendant quatre ans, de 2021

à 2025.

Ce soulèvement ayant été maté avec l'aide des soldats rwandais, le chantier peut à nouveau démarrer.

Mais Total et cie demandent à présent au gouvernement mozambicain une extension de 10 années supplémentaires de leur concession gazière et pas moins de 4,5 milliards de dollars d'indemnisation pour cause de retardement de l'exploitation du gisement.

Ainsi donc, avant même que l'État

mozambicain commence à percevoir quelques retombées financières de l'exploitation de son gaz (ne parlons pas des 80 % de la population de ce pays contraints de survivre avec moins de 3 dollars par jour!), les requins capitalistes mondiaux du pétrole s'apprêtent à saigner le Mozambique déjà exsangue !

MAYOTTE

Des centaines de professeurs sans salaires

Les conditions de travail des enseignants à Mayotte étaient déjà particulièrement difficiles du fait du nombre insuffisant de classes et de professeurs. Elles se sont aggravées suite au passage du cyclone Chido en décembre 2024 qui a détruit de nombreux établissements scolaires privant de cours de nombreux élèves mahorais pendant les mois suivants.

Travailler dans ces conditions commandait d'avoir un moral à toute épreuve et aussi un fort attachement à leur métier qui est de transmettre aux jeunes le goût du savoir. C'est ce qu'ils ont fait, mais... pour plusieurs centaines d'entre eux, sans être payés depuis août !

Le 2 octobre ils se mettaient en grève et organisaient des sit-in contre ces retards de paiement.

Interpellée, la rectrice a d'abord reconnu « un disfonctionnement dans la gestion des paies », s'est excusée,

puis les a assurés que tout rentrerait dans l'ordre sous peu, qu'elle s'en occupait...

Fin octobre : les enseignants concernés n'avaient toujours pas vu leur situation régularisée.

Excédés et lassés des promesses non tenues, ils décidaient de se remettre en grève lundi 3 novembre avec l'appui des parents d'élèves dans plusieurs collèges particulièrement touchés comme celui de Koungou ou celui de Matsomboro où 35 sur 110 des enseignants ne sont toujours pas rémunérés.

Avec des prix supérieurs de 30 % à ceux pratiqués dans l'hexagone, comment se nourrir, comment payer son loyer sans salaire ?

Le travail est déjà assez difficile comme cela face à des classes surchargées et dans des locaux insalubres, mais sans salaire, cela devient impossible !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros



Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org